

l'Amérique latine, et à des conférences d'organisations professionnelles et scientifiques, et autres sociétés savantes dont l'activité s'étend à tout l'hémisphère.

En ce qui concerne ce dernier point, j'aimerais mentionner en passant que la quatrième réunion des gouverneurs de la Banque centrale du continent américain a présentement lieu près de Montréal. Nous sommes particulièrement heureux que cette réunion, qui intéresse tout l'hémisphère, ait lieu cette année au Canada.

Il se manifeste de plus en plus d'intérêt au Canada à l'égard des pays des Amériques. La preuve en est fournie par l'activité d'instituts comme l'association qui est l'hôte ce soir, l'Institut canadien des affaires internationales, et plusieurs universités de langue anglaise ou française. Avec l'appui de ceux d'entre nous, Canadiens et Latino-américains, qui peuvent susciter une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'Amérique latine au Canada, l'intérêt à l'égard de cette partie du monde devrait se développer dans tout le Canada, au cours des années à venir, et s'intensifier particulièrement, je l'espère, dans l'avenir immédiat.

J'aimerais maintenant porter mes regards vers l'avenir et vous offrir une perspective du développement futur des relations du Canada avec le reste de l'hémisphère.

Je dirai d'abord quelques mots sur la question de l'entrée du Canada dans l'Organisation des États américains. Le fait que le gouvernement canadien n'a pas encore décidé de solliciter son admission auprès de l'OEA peut être source d'étonnement pour certains observateurs en Amérique latine. J'espère néanmoins que nos amis d'Amérique latine comprendront parfaitement notre attitude et qu'ils tiendront compte de ce que nous accomplissons ou cherchons à accomplir même si, pour le moment, nous ne demandons pas à faire partie de l'OEA.

Il va sans dire que nous, Canadiens, sommes impressionnés de la façon constructive dont l'Organisation des États Américains et ses organismes affiliés s'attaquent aux difficultés fondamentales que les pays de l'Amérique latine doivent envisager. J'aimerais rappeler que si, d'un côté, le Canada a du respect pour l'OEA, en retour, l'attitude du Canada mérite respect. Il n'y a dans cette attitude rien de négatif, puisque de fait, nous collaborons de bien des manières avec l'OEA et ses organismes affiliés.

La raison essentielle de notre abstention de faire une demande d'adhésion à l'OEA, c'est tout simplement notre désir de nous assurer que, si nous prenons de nouveaux engagements, nous pourrions les honorer pleinement et efficacement. Nous n'assumons pas facilement de nouvelles obligations mais lorsque nous les assumons, nous le faisons sérieusement. Pour ma part, je n'en ai aucun doute, le Canada, comme pays de l'hémisphère occidental, finira par adhérer à l'OEA.

En attendant, nous adoptons une attitude pragmatique à l'endroit de l'OEA et dans nos relations courantes avec les pays américains. Il est indéniable que notre intérêt pour l'OEA et son oeuvre va grandissant. Depuis